



service de l'information (514) 598-2155
1601, de Lorimier, Montréal H2K 4M5

3
AVRIL
MANIF

CSN no 151

semaine du 26 février
au 4 mars 1982

nouvelles csn

secteur public
pages 9-12

**L'industrie de la pêche en Gaspésie
L'ACTIVITÉ
DOIT
REPRENDRE**
pages 7 et 8

Le «plan» québécois: contrecarrer la crédibilité syndicale

Le plan de «propagande» im-
posé pour contrecarrer la
crédibilité syndicale et man-
ifeste un mépris pour le
travailleur et son

**préjugé favorable
à vérifier** page 12



**Assemblée
nationale**
**NORMAND
GIRARD**

gouvernement d'agir
secteurs public et para-

la situation, pour
contrecarrer les dé-
clarations et manifes-
tations publiques des
syndiqués qui, lors-
qu'elles ne sont pas
contredites, demeu-
rent crédibles.

«Le leadership ma-
nifeste dans ses re-
centes déclarations à
ce sujet d'avoir consti-
tuer la trame de fond
des déclarations de

«La cohérence des
déclarations ministé-
rielles est un pré-re-
quis essentiel à la cré-
dibilité de la position
du gouvernement à l'é-
gard de ce dossier né-
vraïgique».

En ce qui con-
cerne les croyances,
il est évident que
le mépris signalé
par de cer-
tains se-

**bonne fête les femmes!
8 mars**

MONTRÉAL / MARS 2 1982



agenda du mouvement

mars

- 6-7-8 CSN activités du 8 mars, dans toutes les régions
- 8-9 FESP comité de coordination, à Montréal
- 9 Comité inter conseils centraux réunion à Montréal
- 10 CCNSP comité de liaison
- 11-13 CSN conseil confédéral sur la conjoncture et le sommet solidarité, à Montréal
- 12-13 conseil central du Haut-Richelieu congrès annuel, à St-Jean
- 13 CCM session de formation sur l'assurance-chômage, de 9h à 17h, au 1601 de Lorimier
- 15 CSN-CEQ-FTQ la tournée des trois présidents sur la conjoncture est à Chicoutimi
- 16 CSN-CEQ-FTQ la tournée des trois présidents est à Noranda
- 17 CSN-CEQ-FTQ la tournée des trois présidents est à Québec
- 17 CCNSP comité de liaison
- 19-20 FNSBB bureau fédéral, à Lévis
- 19-20 conseil central de Trois-Rivières sommet populaire
- 19-21 FESP conseil fédéral
- 23 CSN-CEQ-FTQ la tournée des trois présidents est à Trois-Rivières
- 24 CSN-CEQ-FTQ la tournée des trois présidents est à Hull
- 25-28 FNEQ conseil fédéral

pour les femmes

IL FAUT CONTINUER DE REVENDIQUER POUR NOS DROITS

Si l'on considère que la situation des femmes en est une de discrimination et de surexploitation historique et systématique, si l'on considère que les femmes font les frais de la crise économiquement, socialement et politiquement, plus que tout autre groupe, si l'on considère qu'il y a une menace sérieuse pour les femmes de perdre le peu de gains qu'elles ont acquis, on ne peut que conclure qu'il faut que les femmes continuent de lutter pour la reconnaissance et le respect de leurs droits fondamentaux et qu'il faut éviter de tomber dans le piège des priorités qui disposent supposément "temporairement" des revendications des femmes ou que leurs revendications ne sont pas retenues comme essentielles.

s'autocensurent, le recul stratégique dans une conjoncture spécifique, risque fort d'être un recul permanent.

C'est à tous les niveaux qu'il faut faire le débat pour faire saisir au plus grand nombre possible la spécificité et la globalité de la conjoncture et de la crise et de ses effets sur les femmes, tant économiquement, socialement, que politiquement.

Les voies de solution pour les femmes sont à la fois spécifiques et globales. Il s'agit peut-être dans un premier temps de consolider le mouvement des femmes, de mettre fin à l'autocensure, de développer un discours, une stratégie et des tactiques qui iront dans le sens de nos revendications, en luttant de façon spécifique et également en intégrant les revendications des femmes aux plate-formes de revendications plus globales.

Si la crise et les voies de solutions traditionnelles mises de l'avant, ont pour résultat que les femmes

l'équipe nouvelles csn

rédaction: Jean-Noël Bildeau, Jean-Anne Bouchard, Guy Ferland, Jacques Gauthier, Henri Jalbert, Luc Latraverse, Jean-Pierre Paré, Gaston Pouliot, Michel Rioux.

diffusion: André Sauvé.

secrétaire: Louise Filteau.

télécommunications: Jeanne Belzil, Bérangère Marchand.

photographie: archives CSN, Pierre Gauvin-Évrard, Bertrand Carrière, François Rivard et Louise de Grosbois et Hélène Rochon

collaboration: Peter Bakvis, Édith Pariseau

nouvelles csn, organe officiel de la CSN, paraît tous les lundis à l'intention des travailleurs et des travailleuses.

Composé, monté et imprimé par les travailleuses et travailleurs de Interlitho Inc., 254 Benjamin-Hudon, Ville St-Laurent.



Après quatre ans de crise qui ont vu les salaires réels baisser et les inégalités entre groupes sociaux s'accroître, il est curieux de voir des gens qui sont dans la minorité qui ont vu leur situation économique s'améliorer, évoquer le mot "solidarité" pour demander aux travailleurs d'accepter de nouvelles dégradations de leurs conditions de vie. Mais quelle est donc l'étendue de ce phénomène de réductions salariales dont on fait tant état dans les journaux?

aux USA, des baisses dans les compagnies en difficulté

Aux États-Unis, des réductions salariales ont été consenties dans certaines entreprises de très grande taille comme Chrysler et Ford, mais ce sont toutes des entreprises connaissant des problèmes financiers très sérieux, problèmes qui pourraient mener à la faillite les entreprises concernées. La société Chrysler ne survit que grâce à des emprunts garantis par les gouvernements américain et canadien; quant à la société Ford, elle a connu un déficit dans ses opérations de un (1) milliard de dollars (US) en 1981.

échec dans les compagnies prospères

Les tentatives du patronat américain d'étendre ces exemples à des compagnies ne connaissant pas de problèmes très graves, ont échoué. Ainsi, les syndicats de la compagnie General Motors aux États-Unis et au Canada ont refusé de réduire leurs salaires et avantages tel que proposé par la compagnie, alléguant que GM ne faisait pas face à des

les réductions de salaires

LOIN D'ÊTRE UNE SOLUTION À LA CRISE ELLES L'AGGRAVENT

Ces dernières semaines les ouvriers américains de la société Chrysler, suivis de ceux de la société Ford, ont accepté de renoncer à des augmentations de salaires et avantages sociaux afin d'aider leurs employeurs à surmonter de sérieux problèmes financiers. Ce sont là des phénomènes que certains porte-parole patronaux et dirigeants politiques du Québec voudraient ériger en exemples à suivre pour l'ensemble de la classe ouvrière comme moyen de solutionner les problèmes économiques du pays. Ainsi, dans un discours livré le 16 avril dernier, le président de la Chambre de commerce de Montréal a fait les louanges de ces travailleurs qui "témoignent déjà de leur solidarité en renonçant à des augmentations de salaires pourtant déjà consenties". En même temps, plusieurs ministres québécois, dont le premier ministre, en appellent aux travailleurs québécois, et particulièrement à ceux du secteur public, de témoigner de leur "solidarité" en renonçant à des augmentations salariales.



problèmes semblables à Ford et Chrysler. Effectivement, la situation financière de GM, le plus important producteur d'automobiles au monde, est très solide, et il est manifeste que la compagnie ne voulait que profiter de la situation de crise pour réduire ses frais d'opération et aug-

menter ses bénéfices, qui étaient de 236.7 millions de dollars (US) dans les 9 premiers mois de 1981.

la situation chez nous

Au Canada et au Québec des travailleurs ont égale-

ment fait face à un certain nombre de propositions de réouverture de conventions pour baisser les salaires et les conditions, mais jusqu'à date, les concessions se sont limitées au secteur des PME. Plusieurs PME, acculées au pied du mur par des frais d'intérêt qui montent et des mar-

4 nouvelles csn

chés qui rétrécissent, tentent de cette manière de régler leurs difficultés financières, mais parfois, même des concessions importantes n'ont pu éviter la faillite.

baisses dans certaines entreprises

À la CSN certains syndicats se sont vus obligés de concéder quelques avantages comme seule alternative à la fermeture de la PME dans des secteurs comme la métallurgie, le commerce et les communications. Dans certains cas, il s'agissait d'entreprises dont les actifs avaient déjà été saisis par la banque et les concessions salariales faisaient partie d'un plan de relance de l'entreprise. Dans d'autres cas, notamment dans des postes de radio dont les syndicats sont affiliés à la Fédération nationale des communications (CSN), les salariés ont pu assortir ces concessions à un accès permanent aux livres comptables de la compagnie et d'un poste d'observateur au conseil d'administration.

refus chez d'autres

Certaines entreprises de taille plus importante ont tenté, tout comme la GM aux États-Unis, de profiter de la situation de crise pour obtenir des réductions salariales. Ainsi, à la mine Carey près de Thetford-Mines, où toutes les mines d'amiante ont effectué des mises à pied importantes, la compagnie proposait un gel complet des salaires jusqu'en avril 1983. Le syndicat CSN a rejeté cette proposition en assemblée générale à 98% en faisant remarquer que la productivité avait augmenté beaucoup plus vite que les salai-

res au cours des dernières années et que de toute façon le problème de l'industrie de l'amiante est un problème de marché et non un problème de coûts de production. Un gel des salaires n'aurait aucunement contribué à relever un marché qui a diminué à cause

qu'en 1933 le taux de chômage a atteint 25% aux États-Unis et près de 30% au Canada. Le chômage a commencé à diminuer seulement lorsqu'il y a eu une augmentation des dépenses gouvernementales (assurance-chômage, programmes de création d'emplois)



d'une industrie de construction peu active.

les effets du même remède dans les années '30

D'ailleurs, on peut prétendre que si le phénomène de réduction de salaires devait se généraliser à des compagnies et des institutions (privées et publiques) qui cherchent à profiter d'une situation de chômage élevé et d'insécurité chez les travailleurs, la situation de l'ensemble de l'économie sera empirée. Au début des années '30 les capitalistes ont cherché, avec l'appui des gouvernements, à "résoudre" la crise en forçant une baisse généralisée des salaires. Cette baisse généralisée a tellement réduit la demande pour les biens et services

et un relèvement des niveaux de salaires.

une fausse solution

Aujourd'hui, les travailleurs de la GM, de l'amiante au Québec, peuvent très bien demander si une réduction de salaires ne leur amènerait pas une nouvelle baisse de ventes d'automobiles et d'autres biens, et à de nouvelles mises à pied, surtout si d'autres compagnies cherchent à imiter l'exemple de la GM, le plus gros employeur industriel aux États-Unis. Ce point de vue est soutenu par un rapport du gouvernement américain qui, il y a un an, a motivé son refus d'appliquer des mesures de restriction extraordinaires sur les automobiles importées en indiquant que le problème numéro un des fabricants d'autos américains

n'est pas l'importation japonaise, comme voudraient nous faire croire les compagnies, mais bien la baisse du marché à cause des taux d'intérêt élevés et une diminution du pouvoir d'achat des consommateurs.

la baisse des salaires prolonge la crise

Il est donc facile de constater que ces porte-parole patronaux qui avancent le gel généralisé des salaires, la suspension de l'indexation, etc., comme "solution" aux problèmes économiques de l'heure, proposent, en fait, des moyens qui pourraient provoquer une répétition de la crise des années '30. Une réduction généralisée des salaires, loin d'assurer les conditions d'une reprise économique, assurerait une prolongation de la crise.

les vraies solutions

Une reprise nécessiterait par contre un relèvement du pouvoir d'achat des travailleurs et des citoyens à bas revenu afin d'assurer un débouché pour les biens et services produits. (Actuellement, le taux d'utilisation de la capacité industrielle au Canada est inférieur à 80%.) **Une réduction des taux d'intérêt, une hausse de prestations aux personnes âgées, un allègement du fardeau fiscal pour les citoyens à bas et moyen revenu, des programmes de création d'emplois, voilà quelques-unes des mesures mises de l'avant par les trois centrales syndicales québécoises et qui, contrairement aux mesures de crise patronales, assureraient un relèvement de la demande, une reprise de l'activité économique et une diminution du chômage.**

Au Guatemala

LES MILITAIRES AU POUVOIR MASSACRENT LES PAYSANS POUR ASSURER LEUR EMPRISE



Le Guatemala, pays de 8 millions d'habitants, s'étend sur 108,889 km², dont 14,482,237 représentent la superficie cultivable; 62,5% de cette superficie appartient à une minorité, tandis que les paysans indigènes (70% de la population) se partagent 18,7% des terres. Au cours de ces 25 dernières années, les plus riches ont occupé 3 millions d'hectares qui appartenaient aux indigènes d'origine maya quichés. Une grande majorité de paysans se retrouvent sans terre, ou ne disposent que de très peu de celle-ci.

90% des paysans gagnent moins de 60 dollars par mois, et 74% des travailleurs de l'industrie en gagnent moins de 90\$. On estime que 52% de la population a un travail instable et peut être considérée comme chômeurs partiels. Les entreprises américaines contrôlent 70% de la production industrielle et sont propriétaires des mines de nickel et des gisements de pétrole récemment entrés en exploitation.

Près de 70% de la population est analphabète, et dans certaines régions, ce pourcentage s'élève à 90%.

Selon les données de l'INCAP, un service officiel du Guatemala, 75% des enfants en âge scolaire souffrent de déficience alimentaire.

Ces quelques données aideront sans doute à mieux comprendre la lutte des paysans et des travailleurs pour une société moins injuste, et la réponse implacable des secteurs privilégiés qui défendent avec acharnement leurs privilèges.

Il y a quelques semaines, les journaux quotidiens faisaient état du massacre de 51 paysans au Guatemala, principalement des femmes et des enfants, découvert(e)s décapité(e)s près de Uspantan, dans l'ouest du pays. Ce sont des journalistes qui ont découvert le massacre: ils se trouvaient dans cette région pour la couverture d'une opération militaire anti-guérilla. On dit que les auteurs du massacre sont "inconnus".

Pour mieux comprendre qui sont ces "inconnus", voici les extraits d'un texte publié par la Confédération mondiale du travail (CMT), à laquelle est affiliée la CSN.



la violence au service des riches

Actuellement, la violence s'est fortement intensifiée au Guatemala. L'administration du président Romeo Lucas Garcia, qui s'appuie sur la minorité des grands propriétaires terriens et sur les entreprises américaines exploitant les ressources naturelles et la main d'oeuvre indigène bon marché, a déclaré la guerre contre le peuple. Des gens sont assassinés chaque jour, massivement. L'objectif est d'exterminer les dirigeants de tous les partis démocratiques ou progressistes, des organisations ouvrières et paysannes. Humbles villageois, étudiants, intellectuels, et même des religieux, sont assassinés quotidiennement, afin d'empêcher l'organisation du peuple et sa lutte conséquente et unifiée pour les droits sociaux et politiques les plus élémentaires.



Le 31 janvier dernier, 39 paysans occupaient l'ambassade d'Espagne à Guatemala City pour appuyer leurs revendications. L'armée et la police ont donné l'assaut et mis le feu à l'ambassade: les 39 paysans ont été brûlés vifs.

la répression de la résistance

Le mépris le plus absolu pour l'existence humaine règne au Guatemala; militaires et groupes para-militaires peuvent y commettre impunément les actions les plus effroyables. Des villages entiers sont rasés; des hommes, femmes et enfants sont liquidés pour

avoir seulement tenté de se défendre contre l'exploitation des grands propriétaires et des compagnies étrangères.

surtout contre les paysans

Le poids de l'extermination pèse surtout dans les zones rurales, où 75% des assassinats se produisent,

et spécialement dans le nord, où les massacres sont massifs, constants, et particulièrement cruels. La sauvagerie de l'extrême-droite contraint les paysans pacifiques, tout comme de nombreux persécutés de la ville, à s'incorporer aux organisations populaires pour se défendre et lutter contre la dictature, ou à s'enfuir à la recherche d'une terre plus hospitalière.



Chaque fois qu'un syndicat est aux prises avec des problèmes d'instabilité d'emploi, de mises à pied massives ou de fermetures, il est obligé de faire des pieds et des mains pour arracher quelques bribes d'information pour mieux défendre ses membres, soulignait cette semaine le prési-

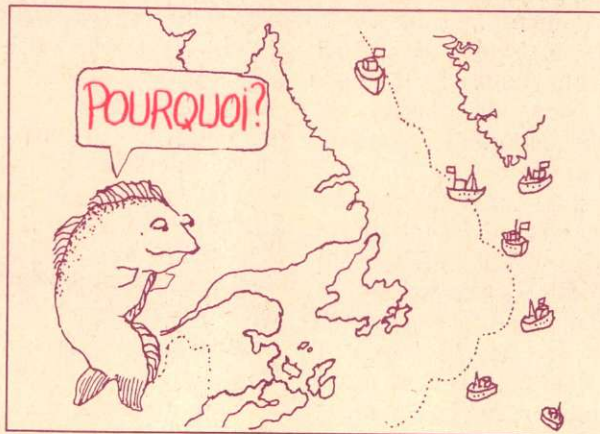
dans les pêcheries
METTRE FIN AU MONOPOLE DE LA CONNAISSANCE PAR LES PATRONS

dent de la CSN au lancement du manifeste sur le droit au travail. Et il donnait l'exemple de la re-

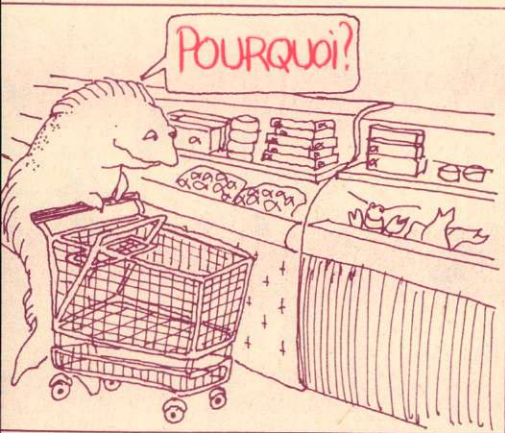
cherche effectuée pour les syndicats des usines de transformation du poisson de la Gaspésie et des Îles de la

Madeleine, dans le cadre d'un protocole d'entente entre la CSN et l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Ce sont les travailleurs et travailleuses de ces usines qui sont à l'origine de cette recherche. Cela a commencé par des questions sur le fait d'être en chômage six mois par année:

Pourquoi les bateaux européens ont-ils depuis toujours trouvé profit à traverser l'Atlantique pour venir pêcher dans le Golfe St-Laurent et sur les côtes du Labrador, quand les nôtres ne s'aventurent même pas encore dans la zone de 200 milles des côtes qui depuis 1977, est réservée aux pêcheurs canadiens?



Pourquoi le poisson pêché au Québec est-il si difficile à trouver sur les marchés de consommation, particulièrement à l'état frais? Et pourquoi 80 pour cent des produits de la mer consommés au Québec viennent-ils des autres provinces et des autres pays?

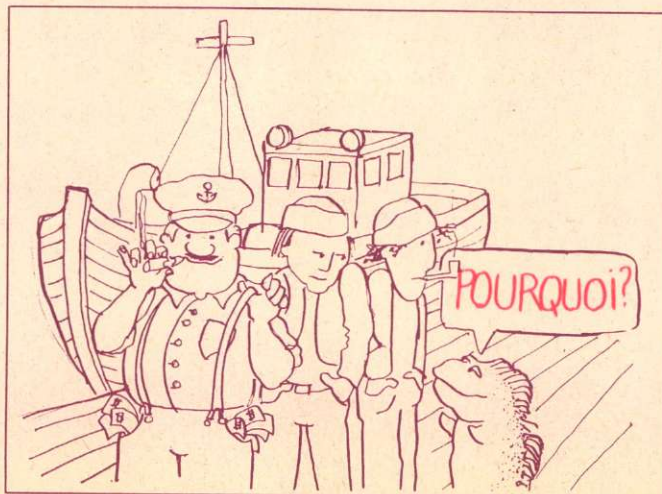


Pourquoi la saison de pêche est-elle si courte pour nous, quand on voit des bateaux étrangers pêcher sur nos côtes pendant des périodes beaucoup plus longues que les nôtres?

Pourquoi la pêche enrichit-elle quelques gros propriétaires de navires et laisse-t-elle dans la pauvreté la majorité des pêcheurs québécois et tous les travailleurs des usines de transformation?



pourquoi l'usine de Paspebiac a-t-elle été fermée après avoir reçu tant de subventions de la part des deux gouvernements, pendant que d'autres étaient ouvertes ailleurs avec d'autres subventions?



Pourquoi ne pêche-t-on pas ou rejette-t-on à la mer des espèces qui ont pourtant une bonne valeur commerciale dans d'autres pays, comme le calmar qui est très recherché au Japon, ou la baudroie qui se détaille à environ \$6 la livre en France?

En Gaspésie, le tiers de la population active dépend de l'industrie de la pêche; aux Îles de la Madeleine c'est la moitié, et sur la Basse Côte-nord, 70 pour cent. C'est dire l'importance de la pêche dans ces régions. Mais quand la principale industrie d'une région ne fournit du travail que six mois par année, on imagine les conditions de vie des populations concernées.

La recherche UQAM-CSN révèle en effet que 95 pour cent des travailleurs et travailleuses des usines de transformation du poisson ne se sont jamais fait offrir d'autre emploi pendant la saison morte par le centre de main-d'oeuvre. Et comme l'assurance-chômage refuse de reconnaître le caractère saisonnier de leur travail, plusieurs doivent également recourir à l'assistance sociale, puisque leurs prestations sont basées sur la moyenne des

gains des 20 dernières semaines comme s'ils avaient des emplois réguliers. Or plus la saison de pêche avance, moins les bateaux ramènent de poisson et conséquemment, plus les semaines de travail raccourcissent, diminuant d'autant le niveau des prestations. C'est donc sur la moyenne des 20 meilleures semaines plutôt que sur la moyenne des 20 dernières qu'il faudrait baser les prestations, mais l'assurance-

chômage n'a jamais voulu.

Le salaire horaire moyen dans les usines de transformation du poisson est passé de \$1.53 en 1970 à \$5.66 en 1980. En soi cette augmentation de 270 pour cent est considérable et indique que les luttes syndicales ont été très soutenues. Mais ça demeure encore le plus bas salaire industriel au Québec, inférieur même à celui du textile et du vêtement.

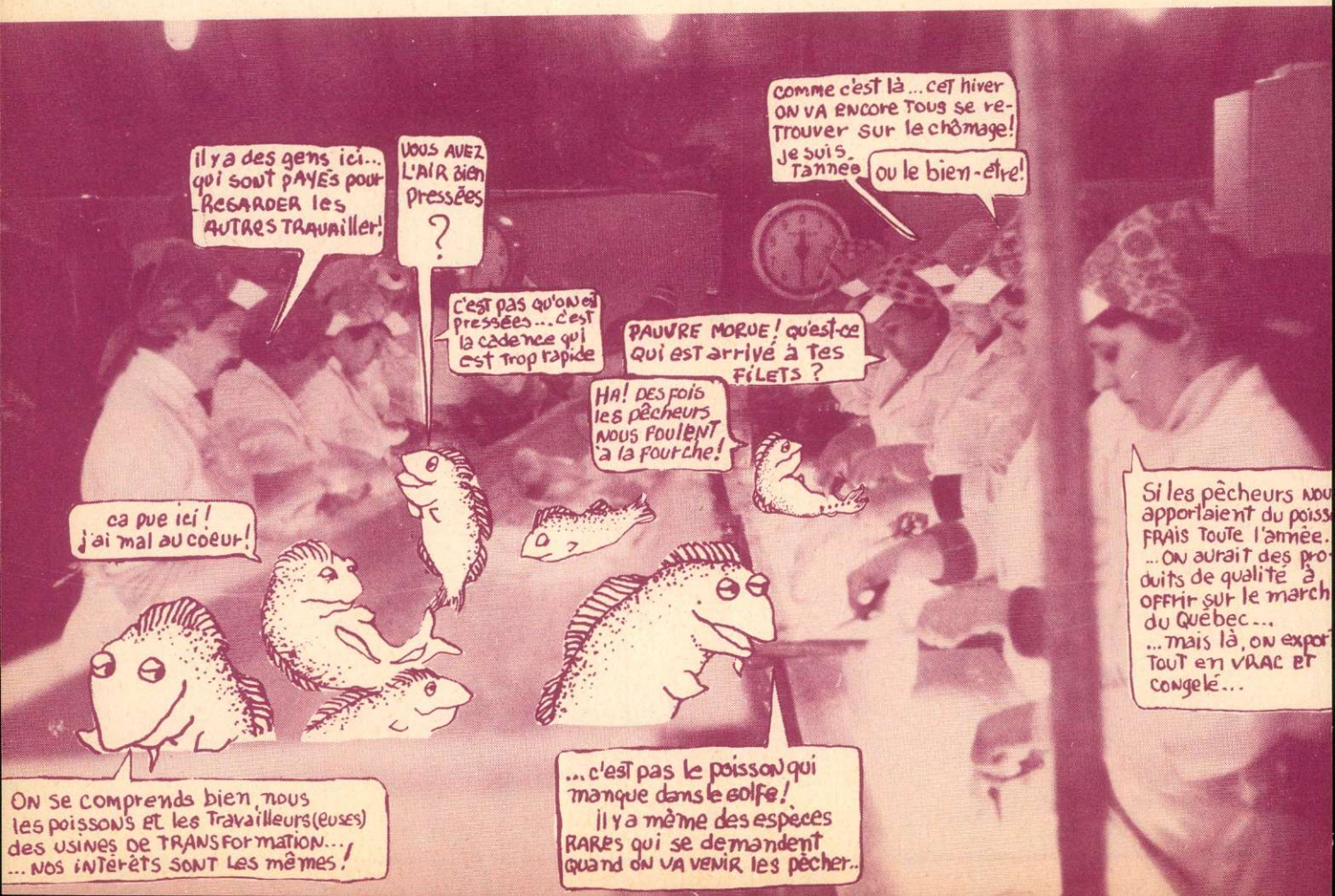
Pourquoi en est-il ainsi?

C'est ce qu'ont décidé de savoir les syndicats affiliés à la CSN dans les usines des Pêcheurs unis en Gaspésie et aux Îles de la Madeleine.

En décembre 1980, ils formaient, avec la Fédération du commerce, un comité permanent inter-usines pour, avec l'aide des professeurs Jean-Pierre Revéret et Jacques Peltier de l'UQAM, connaître le fonctionnement de leur industrie, savoir en quoi consistait ses faiblesses, quelles étaient ses possibilités de développement, et mettre de l'avant des solutions pour stabiliser l'emploi et le revenu. Ce comité de liaison présidera aux négociations qui commenceront bientôt avec les Pêcheurs unis, et s'emploiera à mobiliser les populations locales autour des revendications adressées aux gouvernements pour moderniser l'industrie de la pêche et permettre d'en vivre.

**les salaires dans
l'industrie
de la transformation**

**270%
D'AUGMENTATION
MAIS TOUJOURS LA
PAUVRETÉ**



il y a des gens ici...
qui sont PAYÉS pour
REGARDER les
AUTRES TRAVAILLER!

VOUS AVEZ
L'AIR bien
pressées
?

comme c'est là... cet hiver
ON VA ENCORE tous se re-
trouver sur le chômage!
je suis
Tannée ou le bien-être!

C'est pas qu'on est
pressées... c'est
la cadence qui
est trop rapide

PAUVRE MORUE! qu'est-ce
qui est arrivé à tes
FILETS?

HA! DES fois
les pêcheurs
nous FOULENT
à la fourche!

ça pue ici!
j'ai mal au coeur!

Si les pêcheurs nous
apportaient du poisson
FRAIS toute l'année...
...ON aurait des produits
de qualité à
offrir sur le marché
du Québec...
... mais là, on exporte
tout en VRAC et
congelé...

ON se comprends bien nous
les poissons et les travailleurs(euses)
des usines de TRANSFORMATION...!
... NOS INTÉRÊTS SONT LES MÊMES!

... c'est pas le poisson qui
manque dans le golfe!
Il y a même des espèces
RARES qui se demandent
quand on va venir les pêcher..

régimes de retraite

Québec ne dépose pas sa loi



Le gouvernement québécois s'est rendu, pour le moment, aux arguments invoqués par les trois centrales en ce qui touche les régimes de retraite des employés des secteurs public et parapublic.

“Le cadre des régimes de retraite a toujours fait l'objet de négociations dans le passé,” ont soutenu les trois présidents, Louis Laberge de la FTQ, Norbert Rodrigue de la CSN et Robert Gaulin de la CEQ devant le premier ministre René Lévesque à

Québec, le 2 mars.

Les trois centrales ont donc obtenu l'assurance qu'aucun projet de loi portant sur ce sujet ne serait déposé à l'Assemblée nationale, comme le gouvernement en avait l'intention, avant que les syndicats n'aient eu accès à des données supplémentaires et que des rencontres techniques n'aient eu lieu.

Selon des estimations syndicales, le changement proposé par le gouvernement se traduirait par une économie de \$381 mil-

lions, résultant d'une réduction des avantages actuellement consentis aux employé-es de ces secteurs.

“En voulant agir ainsi unilatéralement et à l'encontre d'une convention voulant que ces sujets soient négociables, le gouvernement du Québec jouait le même jeu que le fédéral dans le dossier constitutionnel”, ont souligné les présidents au premier ministre Lévesque. Il semble que ce dernier n'ait pas apprécié la comparaison.

LES DOSSIERS SECTORIELS: ÉTAPE DE CONSULTATION AUPRÈS DES SYNDICATS DE CEGEP

En préparation de la prochaine ronde de négociations, les discussions à la FNEQ, secteur CEGEP, portent principalement à l'heure actuelle sur les dossiers sectoriels, sans négliger pour autant la stratégie générale.

Une première discussion s'est d'ailleurs tenue sur la stratégie générale, particulièrement sur la nécessité de contrer l'argumentation patronale concernant “l'avance” et les “privilèges” des salariés du secteur public par rapport à ceux du secteur privé. La première amorce de cadre stratégique fait également état de la

nécessité de démontrer que ce sont les choix que le gouvernement fait qui l'amène à prétendre maintenant qu'il n'a plus d'argent pour payer.

Par ailleurs, c'est vers une demande “raisonnable, crédible et partagée de tous” que nous tendons au niveau des dossiers sectoriels, à savoir:

— le rattachement des professeurs de l'éducation des adultes aux départements de l'enseignement régulier de même que la revendication des mêmes droits par les professeurs de l'enseignement des adultes par l'in-

tégration de ce secteur à l'enseignement régulier.

— des droits accrus pour les professeurs non-permanents et ceux qui sont à temps partiel de même que le maintien de la sécurité d'emploi telle qu'elle existe présentement.

— au niveau de la tâche, le maintien des effectifs et de la charge générale actuelle mais en réglant par l'ajout d'un certain nombre de professeurs, les problèmes les plus immédiats comme les contraintes physiques par exemple.

— en ce qui concerne la

représentation syndicale, l'autonomie accrue des départements face aux menaces d'ingérence de la direction des services pédagogiques et la négociation d'un lieu national afin de pouvoir intervenir face aux modifications projetées à l'enseignement collégial.

Tout le mois de mars sera donc consacré à la consultation des assemblées générales sur les dossiers sectoriels, les dossiers de table centrale et du CCNSP faisant l'objet de discussions des assemblées au début du mois d'avril.

SECTEUR PUBLIC



réunion au conseil du secteur public

Notre rapport de force dans le secteur public repose sur deux choses: l'enracinement de nos revendications et l'appui large de la population.

C'est en ces termes que s'est adressé aux délégués des syndicats du secteur public, la présidente de la Fédération des employés de services publics (CSN), Céline Lamontagne, lors de la première réunion du Conseil du secteur Public des 24 et 25 février derniers.

La présidente de la FESP a en outre précisé qu'au moment de la consultation dans les syndicats sur les avants-projets de convention collective, il fallait s'assurer de la plus grande adhésion des travailleurs et travailleuses aux revendications qui seront missess de l'avant lors de la prochaine négociation du secteur public.

Elle a de plus ajouté qu'il fallait obtenir l'appui le plus large possible de la population. En ce sens, la

présidente de la FESP a invité tous les militants et militantes à contrer le discours patronal actuel qu'elle a qualifié de vaste opération de dénigrement des travailleurs (euses) du secteur public. "Il faut parler à nos amis, à nos parents et dénoncer les mensonges qu'on diffuse sur notre dos" a-t-elle lancé aux quelques 200 délégués alors présents.

D'autre part, le Conseil du secteur public FESP, adoptait les structures d'action et d'information du Comité de coordination des négociations du secteur Public (CCNSP), et le bilan salarial des Fronts Communs des dix dernières années.

Enfin, les délégués se sont penchés sur les lois spéciales qui ont marqué l'histoire des négociations du secteur public.

secteurs scolaires et cegep FESP

TOURNÉE SUR LES AVANTS-PROJETS DE CONVENTIONS COLLECTIVES.

Les comités de négociation des secteurs scolaires et cégep de la FESP ont présenté les avants-projets de conventions collectives à leurs instances respectives les 26 et 27 février derniers.

Les consultations dans chacune des assemblées générales se tiendront jusqu'au 3 avril pour les syndicats du secteur scolaire et jusqu'au 24 mars pour les syndicats du secteur cégep.



Lundi dernier se tenait une rencontre avec les travailleuses et travailleurs du secteur public pour faire le point sur la situation à Québec et tracer le bilan du dernier Front commun en ce qui a trait à l'action et l'information.

Nouvelles CSN s'est entretenu avec deux travailleurs-euses qui étaient présents à cette réunion et qui nous ont parlé de leur travail et de ce qu'ils vivaient en ce moment.



"ils appellent ça revaloriser... Nous, on dit que c'est de l'exploitation déguisée"

Guyslaine est préposée aux malades au Centre hospitalier Robert Giffard.

n.csn. - En quoi consiste la fonction de préposée aux malades?

- "Il faut d'abord préciser qu'anciennement, les préposée-é-s aux malades étaient des infirmières, des diplômées. Depuis quelques années, ce ne sont plus les infirmières qui exercent cette fonction mais des salarié-e-s sans diplôme. Au fil des années, les administrateurs se sont aperçus que ça coûtait moins cher d'avoir des préposée-é-s aux malades sans diplôme.

n.csn. - Et aujourd'hui comment ça se passe?

- Actuellement les administrateurs d'hôpitaux tentent de revaloriser la fonction de préposé aux

malades en nous faisant prendre plus de responsabilités et en nous laissant croire que nous avons des chances d'accéder à des postes supérieurs, mais ce n'est pas vrai, c'est de l'exploitation déguisée.

Rares sont les préposée-é-s qui ont accédé à des postes supérieurs et même si cela était, on nous payerait moins parce que nous n'avons pas de diplôme. À cause des restrictions budgétaires on est surchargé de travail.

Il faudrait que la population vienne passer une ou deux journées dans les hôpitaux pour se rendre compte de l'ampleur des effets des coupures. On ne veut pas seulement protéger nos postes mais aussi la qualité des services."

Il faut que tous les syndiqués embarquent dans la bataille si on veut la gagner...

"On sait pas vraiment ce qui se passe dans les écoles"

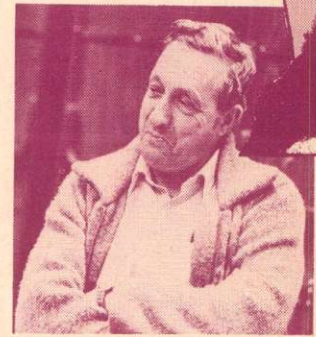
Maurice Tremblay travaille depuis douze ans pour la Commission Scolaire Régionale de Charlevoix. Il est actuellement trésorier de son syndicat mais il a été président pendant quatre années.

"Moi je suis gardien en disponibilité. En disponibilité ça veut dire que l'on est appelé à faire n'importe quoi.

Les conditions de travail chez nous sont bonnes, on s'entend tous assez bien; on est pas nombreux. Mais ça n'a pas toujours été comme ça.

Je gagne actuellement 15,700 piastres par année et pour moi avec le coût de la vie, ce n'est pas suffisant.

La population pense



que nous autres on a des gros salaires et qu'on est des privilégiés, moi je pense que la population se fit trop à ce que dit le gouvernement et ne sait vraiment pas ce qui se passe dans les écoles.

Il va falloir qu'on explique ça aux gens comme il faut: on a du travail à faire chacun de notre bord.



SECTEUR PUBLIC

CSN

SECTEUR PUBLIC



LE PLAN DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Depuis plusieurs mois, on assiste à une véritable opération du gouvernement québécois pour discréditer les syndicats, et plus particulièrement l'ensemble des travailleurs syndiqués du secteur public.

Cette campagne est menée par une équipe de spécialistes en marketing et en relations publiques dans le but évident de convaincre la population que l'on doit couper dans les salaires et les avantages sociaux des travailleurs-euses du secteur public.

Le journaliste Normand Girard, du Journal Montréal, a obtenu une copie de la stratégie de marketing du gouvernement pour discréditer les employés de l'État.

Cette stratégie consiste à intervenir de toutes les façons de manière à faire valoir les points suivants, même s'ils ne répondent pas à une analyse sérieuse:

1- Affirmer et faire comprendre que la période de "l'État providence" est définitivement révolue;

2- Faire comprendre au peuple québécois l'état dramatique de la trésorerie québécoise sans provoquer de panique, donc en utilisant un langage positif et en présentant des alternatives;

3- Lui faire voir et accepter que les coupures budgétaires se révèlent non seulement valables mais nettement nécessaires et impératives;

4- Montrer que le gouvernement se doit par sa vocation propre de résister aux plus forts qui exigent plus et écouter les plus faibles qui ne peuvent pas, ou ne peuvent que très faiblement, se faire entendre;

5- Repenser l'intervention étatique au niveau des programmes gouvernementaux en plus de réduire les dépenses de ses programmes;

6- Montrer que la générosité cumulative des conventions collectives doit être remise en question.

CE SCÉNARIO SE RÉPÈTE DEPUIS PLUSIEURS SEMAINES. TIREZ VOTRE CONCLUSION.

**du 22 au 27 mars
visite provinciale des 450
syndicats de la F.A.S.**

**CE SONT LES PATRONS
QUI NOUS EXPLOITENT
ET NON PAS NOUS ENTRE
NOUS!**

Pendant que le gouvernement du PQ projette d'engager ses militants dans la lutte qu'il entend mener aux syndiqué-e-s du secteur public au cours de la prochaine ronde de négociations, la Fédération des Affaires sociales effectuera une tournée de ses 450 syndicats dans la semaine du 22 au 27 mars prochain, dans toutes les régions de la province.

C'est conformément au plan d'action adopté lors du conseil fédéral de décembre 1981 que le Bureau fédéral de la F.A.S. a décidé d'entreprendre une tournée générale de tous les syndicats vers la fin du mois de mars.

**renouer avec la
base pour une
plus forte
mobilisation**

Dans le cadre également de la campagne entreprise par la CSN, "TOUS ENSEMBLE, CONTRE LES RESPONSABLES DE LA CRISE" et dans la mobilisation du Front Commun "ENSEMBLE, COMBATTONS LA CRISE", menant à la manifestation du 3 avril, à Montréal, les dirigeants de la F.A.S. ont entrepris de rencontrer les membres de chaque syndicat, sur leurs lieux de travail durant cette tournée, afin de les sensibiliser à la démarche entreprise depuis plusieurs mois et qui s'accroîtra

au cours du printemps en vue de dénoncer l'attitude du patronat et du gouvernement du PQ qui veulent leur faire porter l'odieux de la responsabilité de la crise économique actuelle.

Contrairement à ce que réclament le patronat et le gouvernement, les syndiqué-e-s et particulièrement ceux et celles du secteur public-parapublic, n'ont pas à concéder leurs acquis et à renoncer à leur rapport de force pour se ramener au niveau des travailleurs qui sont les plus démunis en raison de leur faible niveau d'organisation syndicale. Cet appel lancé par les patrons ne vise qu'à servir leurs propres intérêts puisque leurs profits et leurs gains de capitaux ne régressent pas durant cette crise, même s'ils se font la guerre entre eux. Ce qu'ils demandent en fait aux diverses couches de la population c'est de se serrer la ceinture pour leur permettre de continuer à maintenir leurs privilèges de nantis. C'est la thèse que le PQ a choisi d'endosser et qu'il tente de faire AVALER à la population par toute une propagande qu'en tant que syndiqué-es nous devons contrer.

Cette tournée suivra immédiatement le conseil fédéral de la F.A.S. qui se tiendra à Québec, les 15, 16, 17 et 18 mars.

...petites nouvelles...



grève au Gaz Métropolitain

Lundi matin, 1er mars, les 527 employés de Gaz Métropolitain plantaient les piquets de grève devant les installations de cette compagnie à Montréal, Laval et la Rive Sud. Et cela, pour la septième fois en 16 ans!

À la requête de la compagnie, l'escouade anti-émeute se chargeait d'intervenir pour ouvrir les lignes de piquetage aux cadres et employés de bureau.

Mardi le 2, les deux parties s'entendaient sur les services essentiels à assurer pendant le conflit.

C'est à 92% que les travailleurs rejettent, le 30 janvier, l'offre globale de la compagnie. Ils exigent des hausses salariales de 18% pour '82 et 12% pour '83 avec une clause d'indexation et des améliorations sur les clauses de santé-sécurité. Les grévistes de Gaz Métro demandent également que la compagnie mette fin aux

contrats à forfait, une pratique de plus en plus courante pour cette compagnie en pleine expansion.

Après une semaine de grève, les négociations sont toujours au point mort.

conflits de travail

au Zellers de Baie-Comeau: enfin une bonne nouvelle

Dans un jugement daté du 28 janvier 1982, le juge Robert Auclair a renversé la décision du commissaire Marcel Trudel, qui avait décidé d'enlever l'accréditation au syndicat CSN. Les droits des syndiqué-e-s

sont donc reconnus à nouveau et Zellers devra les réengager s'il décide de rouvrir son magasin de Baie-Comeau.

demande de conciliation chez Sico-Longueuil.

Le samedi, 27 février, les employé(e)s de bureau de la compagnie Sico de Longueuil affiliés à la CSN ont demandé l'intervention d'un conciliateur dans leur dossier afin d'en arriver à la signature d'une première convention collective. Les points en litige sont: les clauses à incidence monétaire, "ancienneté," définition de poste temporaire, l'assurance, etc...

À Québec, les employés de bureau se cognent à la même obstination et Sico les a mis en lock-out depuis le 5 février.

Sico par'ci, Sico par là, à Québec et à Longueuil Sico demeure intransigeante face aux employé(e)s, à moins que son attitude soit asicotique...

Les employé(e)s de bureau de Québec ont reçu l'appui moral et financier de cinq autres syndicats de Sico, affiliés à la CSN et à la fédération de la métallurgie et produits chimiques (CSN).

conditions de travail

séances d'information pour les non-syndiqué-e-s

Le groupe **Au bas de l'échelle** invite les employé-e-s non-syndiqué-e-s à assister à des séances d'information qui se tiennent régulièrement au local du groupe, 1015 est, rue Ste-Catherine, à Montréal. Y sont traités les normes minimales du travail et différents autres sujets d'intérêt. (514) 842-0462, 842-5069.

le centre de documentation de la CSN fermé au public

Depuis le 1er mars jusqu'au 1er septembre, le centre de documentation de la CSN ne reçoit aucune demande de l'extérieur. Seul sera maintenu le service de librairie, i.e. la vente et la distribution des documents courants de la centrale. La consultation des sections archives et bibliothèque sera réservée aux officiers et salariés du mouvement.

Rappelons que le mardi, le centre est fermé pour tous.

...petites nouvelles...



nouvelles conventions

entente de principe dans les garages de l'Estrie

Les 500 syndiqués des garages de l'Estrie (CSN) ont ratifié une entente de principe survenue le 24 février entre leurs négociateurs et ceux des concessionnaires d'auto de Sherbrooke, de Victoriaville et de Thetford.

En lock-out depuis le 23 décembre, les syndiqués votaient la semaine précédente à plus de 75% le maintien de leurs demandes et appelaient la population au boycottage des ventes de pièces et d'automobiles neuves des concessionnaires.



négociations

au Canada Français. l'employeur retire sa menace de lock-out.

Réunis en assemblée générale le jeudi, 25 février, c'est à l'unanimité que les

sept (7) membres du Syndicat des travailleurs de l'information du journal le Canada Français de St-Jean sur Richelieu ont rejeté les dernières offres patronales. Après avoir fait planer le spectre du lock-out si les employé(e)s rejetaient son offre, l'employeur a retiré cette menace depuis le vote catégorique pris par les syndiqué(e)s. Cependant, au moment d'aller sous presse (le 5 mars), l'employeur n'avait toujours pas manifesté son intention de reprendre les négociations, en dépit de la bonne volonté du Syndicat.

Les négociations achoppent principalement sur les salaires et le travail des cadres. En effet, sans contrat depuis le 31 décembre dernier, les journalistes et le secrétaire de la salle de rédaction revendiquent une hausse salariale de 11% pour un contrat d'une durée de trois (3) ans, un montant forfaitaire (plutôt qu'une clause d'indexation complète), et que le directeur de l'information signe un texte seulement après entente avec le Syndicat. Quant à l'employeur, il rejette toute formule d'indexation, effectue des offres salariales variant entre moins 15% et 7.8%, et refuse toute discussion dans le cas du travail de son personnel cadre.

L'équipe de journalistes est affectée à la rédaction de deux hebdomadaires régionaux: le Canada Français et le Richelieu Agricole (journal spécialisé).

...

l'inclusion à la loi 55: les syndicats des collèges privés veulent que Laurin réponde

Les syndicats des enseignant-e-s des collèges privés affiliés à la Fédération Nationale des Enseignants Québécois (FNEQ-CSN) ont demandé officiellement à rencontrer le ministre Laurin, le 3 février dernier pour discuter de la demande d'inclusion au régime de négociations du secteur public (loi 55) mais cette demande est restée jusqu'à maintenant sans réponse.

Les syndicats répartis dans 20 maisons privées d'enseignement comprennent mal l'attitude du ministre qui fait la sourde oreille à leurs revendications car le gouvernement s'est donné des responsabilités en créant un réseau d'enseignement privé subventionné.

Par ailleurs, les syndiqué-e-s des collèges privés trouvent inacceptable qu'en raison de l'existence de deux réseaux d'enseignement, les professeurs du secteur privé ne puissent bénéficier de la même sécurité d'emploi, des mêmes conditions de travail et de salaires que leurs collègues du secteur public.

La FNEQ revendique donc l'inclusion à la loi 55 pour ses syndicats des collèges privés afin que ceux-ci puissent négocier dans un cadre équivalent à celui des autres syndicats d'enseignant-e-s du Québec.



inter-national

la répression en Amérique latine

Pour la deuxième année consécutive, c'est au Salvador et au Guatemala que revient le triste record pour le nombre de violations des droits humains pour toute l'Amérique latine.

Le nombre de victimes de la violence politique au Guatemala seulement, est supérieur à celui de tous les pays d'Amérique latine réunis. En 1981, le Salvador et le Guatemala ont, à eux deux, été responsables de la mort de près de 30,000 civils, soit près du double de 1980.

...petites nouvelles...



**négo-
ciations**

offre globale à la CTCUM

L'offre globale déposée lundi par la Commission de transport de Montréal (CTCUM) ne permet pas d'espérer un règlement négocié dans un avenir prévisible, puisque c'est sensiblement la même chose qu'au mois de janvier au moment de la loi spéciale qui a mis fin à la grève. Il y a bien quelques concessions mineures, comme de remettre les chèques de paye sous enveloppe, mais comme le disait le président du Syndicat du transport, Jacques Morrissette, "je pense qu'on n'aurait pas fait la grève là-dessus".

Sur le plan salarial, la CTCUM entend toujours imposer un appauvrissement de trois pour cent par année aux employés d'entretien et de quatre pour cent aux employés de bureau. Elle refuse toujours la moindre augmentation des avantages sociaux et toute diminution de la semaine de travail. Elle remet en question la clause actuelle de santé-sécurité, pour l'accorder à la loi 17, alors qu'en janvier elle était prête à maintenir le statu quo sur ce point.

• • •



marche contre les fermetures à Québec

À l'initiative du regroupement des victimes des fermetures du Conseil central de la région de Québec, plus de 50 personnes ont bravé le froid pour se joindre à un marcheton contre les fermetures et les coupures de services, samedi le 27 février.

L'initiative a permis de recueillir \$2,000, qui serviront à mettre sur pied un

fond de dépannage pour les victimes de fermetures d'usine.

Les travailleurs et travailleuses des secteurs privé et public ont défilé devant Paquet-Syndicat, le Centre Aid-op, les boulangeries Vaillancourt pour aboutir au bureau du député de la région, Richard Guay.

• • •

ront utilisés pour faire connaître l'événement: participation aux lignes ouvertes et aux pages des lecteurs dans les grands quotidiens, publicité syndicale sur les ondes, rencontre avec les journalistes, etc...

La journée du 17 mars, les présidents seront présents sur les lignes ouvertes et participeront à des entrevues télévisées. La rencontre publique aura lieu en soirée, le 17 mars, à 19:30 heures, à l'école Wilbrod-Bhéner, 7 rue Lee, Québec (près du parc Victoria). Suite à cette rencontre, le conseil central entreprendra une tournée de l'ensemble des syndicats pour expliquer la conjoncture, enraciner nos revendications et mobiliser largement pour le 3 avril.



culture

la chorale du 1er mai a besoin de voix

Cette chorale a pris naissance l'an dernier à l'occasion de la Fête du 1er mai dans la région de Québec.

S'étaient joint spontanément 32 personnes provenant de syndicats CSN surtout et de groupes populaires.

Cette année pour le 1er mai, pour la soirée de solidarité au congrès CSN et possiblement au congrès de la CEQ, nous voulons en plus du groupe de 40 de la région de Québec vérifier la possibilité de partir un groupe à Montréal afin de fusionner les deux groupes pour ces grands événements syndicaux et populaires.

C'est pourquoi nous lançons l'appel aujourd'hui puisqu'à Montréal; à simplement en parler un peu, on découvre l'intérêt certain de la part d'éventuels choristes.

Alors fais comme ceux et celles qui ont osé se présenter à date après avoir si longtemps, comme toi peut-être, désiré chanter dans une chorale.

N'attends plus, viens te joindre à nous, **elle est imbattable la vie dans la chorale...** s'inscrire d'ici le 15 mars.

POUR INFORMATION:
Danielle Hébert: 598-2007
Madeleine Tremblay: 598-2224
Guy Beaudoin: 598-2229



solidarité

à Québec on se prépare à recevoir les trois présidents

La revue des présidents des trois centrales (CSN-FTQ-CEQ) le 17 mars prochain à Québec sera le point tournant d'une campagne systématique de mobilisation pour la manifestation du 3 avril à Montréal.

Tous les syndiqué(e)s de la région seront rejoint(e)s et invité(e)s à la rencontre du 17 mars. Parallèlement, les médias de la région se-

La mobilisation en marche

COMBATTONS LA CRISE ENSEMBLE

Les comités exécutifs des trois centrales syndicales québécoises ont tenu à Québec le 2 mars une réunion de travail visant à organiser concrètement la mobilisation syndicale pour les prochaines semaines.

C'est ainsi que le thème sur lequel se sont arrêtées la FTQ, la CEQ et la CSN en vue de la grande manifestation qui doit se tenir à Montréal le 3 avril est **Combattons la crise ensemble**.

Au cours de cette réunion de 3 heures, les centrales se sont aussi entendues sur le calendrier des assemblées régionales qui se tiendront dans sept villes du

Québec dans les prochaines semaines. C'est la première fois depuis dix ans que les prési-

dents de la CSN, de la FTQ et de la CEQ seront ensemble dans une tournée du Québec. C'est en avril 1972 que pareil événement s'était produit pour la dernière fois.

"Dans ces assemblées régionales où la population est elle aussi invitée, nous comptons mettre de l'avant nos propositions syndicales face à Ottawa et Québec", a souligné Norbert Rodrigue, selon qui les grands problèmes du monde actuellement sont le chômage, les fermetures d'usines, les coupures de budgets sociaux et les taux d'intérêt élevés.

Assemblées populaires avec les présidents des trois centrales

- 15 mars Chicoutimi Motel Montagnais
- 16 mars Rouyn-Noranda Motel Alpin
- 17 mars Québec école Wilbrod-Bhérier
- 23 mars Trois-Rivières Polyvalente Lasalle
- 24 mars Hull Maison des citoyens
- 29 mars Rimouski Motel Normandie
- 30 mars Sherbrooke Hôtel Wellington

**Le chômage, on l'prend plus!
Les fermetures, c'est assez!
Les coupures, ça va faire!
Les taux d'intérêts, c'est du vol!**



**SAMEDI LE 3 AVRIL
GRANDE MANIFESTATION
À MONTRÉAL**